

ILVIO DIAMANTI\*

LA « LEGA », DE LA PÉRIPHÉRIE  
AU CENTRE DU SYSTÈME  
POLITIQUE ITALIEN\*\*

## UNE DÉFINITION

Le phénomène des ligues constitue la principale cause de modification des choix électoraux et du système politique italien mis en place à la fin de la guerre. La principale innovation introduite par ce phénomène réside dans leur capacité à rompre avec les fondements traditionnels de l'identité politique et du mandat aux partis : la religion, la classe sociale, la laïcité. Les ligues et notamment la « Lega Nord » (Ligue Nord) ont introduit, à leur place, d'autres références, puisées dans les vieilles contradictions de la société italienne : les tensions entre le centre et la périphérie, entre le Nord et le Sud, entre le public et le privé, entre société civile et partis traditionnels. Elles doivent leur succès à leur capacité de se présenter comme les meilleures interprètes de ces contradictions par l'élabo-

ration de stratégies, propositions, mots d'ordre, là où les autres forces politiques, anciennes et nouvelles, ont fait montre de suffisance, de dédain, ont crié au scandale, sans trouver les réponses appropriées. Par « ligues », nous entendons un phénomène articulé et complexe dont la « Lega Nord » est une des expressions qui, bien que dominante, n'est pas unique. C'est essentiellement sur cet aspect du phénomène que portera notre étude<sup>1</sup>.

Il faut d'abord considérer la « Lega » comme un « acteur politique ». Cette qualification nous permet de souligner comment l'évolution de la « Lega » et les résultats qu'elle a obtenus sont le produit non seulement de son environnement mais aussi de sa capacité à « agir » sur lui, en le modifiant ou en captant ses tendances à son avantage<sup>2</sup>.

Plus spécifiquement, la « Lega » en

161

\* Université de Padoue, faculté de sciences statistiques.

\*\* Traduit de l'italien par Mariangela Portelli.

1. Pour une approche plus approfondie : I. Diamanti, *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un nuovo soggetto politico*, Rome, Donzelli, 1993 ; I. Diamanti, « La Lega, in fuga verso il passato », in I. Diamanti et R. Mannheimer, *27 marzo 1994, guida alla rivoluzione elettorale*, Rome, Donzelli, 1994. Voir également R. Mannheimer, *La Lega Lombarda*, Milan, Feltrinelli, 1991.

2. J'ai développé cette interprétation in *La Lega...*, *op. cit.*, chap. 1, p. 10-15.

tant qu'acteur doit son succès à une combinaison de facteurs dont elle a tiré une certaine flexibilité et une capacité de pénétration : une base idéologique pauvre et malléable, une organisation diffuse et flexible, des mécanismes décisionnels simples et centralisés autour d'un leader – Umberto Bossi – doté d'un charisme et d'un instinct politiques, un langage agressif et sans préjugé mais efficace, en mesure de garantir une certaine visibilité et un discours spécifique.

### LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE

162 C'est à travers deux thèmes récurrents que la « Lega » est parvenue à canaliser une demande sociale en mal de représentation : le territoire<sup>1</sup>, le rejet et la perte de confiance dans le système politique traditionnel.

Ces deux aspects sont porteurs de demandes et de tensions latentes existantes dans le corps social que la « Lega » a été capable, mieux que les autres forces politiques, de récupérer et de répercuter, ne serait-ce que parce qu'elle les suscitait et qu'elle en soulignait elle-même l'importance, les faisant ainsi devenir les éléments constitutifs d'une certaine identité politique. Dans tous les cas, il s'agit de concepts polysémiques aux limites vagues, susceptibles de diverses acceptions et de recouvrir plusieurs types de situation : capables donc, au cas par cas, de récupérer différents contenus de la demande (et de l'insatisfaction) sociale. En Italie, le concept de territoire se décline d'au moins trois manières différentes selon qu'on le considère d'abord comme :

1) une source d'identité historique et culturelle capable de créer une sorte d'appartenance « nationale » ;

2) l'élément de référence d'une identité fondée sur les intérêts, sur la spécificité du milieu socio-économique ;

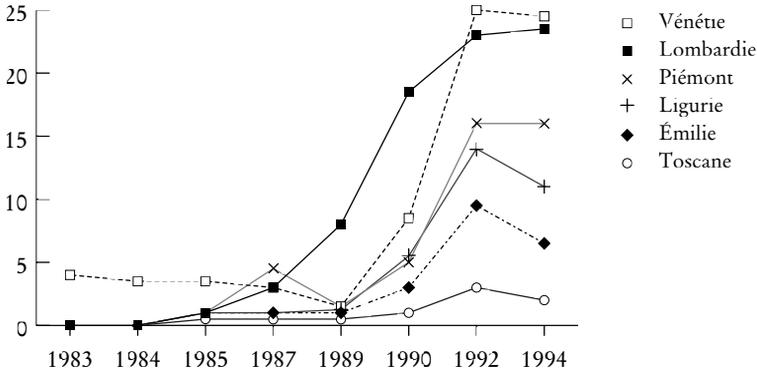
3) une référence négative, source d'une contre-identité dans la mesure où il permet de fixer des points de communication mais aussi de rupture, source de division entre amis et ennemis. Cela s'est traduit et se traduit encore dans la réalité italienne par l'existence de deux tensions : la tension entre la périphérie et le centre (en l'espèce l'État) et celle entre le Nord et le Sud.

Il faut ajouter qu'en matière d'identité politique et territoriale, les entités territoriales qui servent de référence ne sont pas toujours les mêmes : la commune, la région, le Nord, l'État. La primauté de l'un par rapport à l'autre entraîne la construction de modèles théoriques et politiques différents et parfois alternatifs : le local au sens étroit (*localismo*), le fédéralisme régional, le nationalisme, etc.

Le rejet des institutions traditionnelles est également porteur de contenus différents selon la définition des « cibles à abattre » que ces contenus désignent : les partis, l'État, les organisations syndicales (syndicats, associations catégorielles), les collectivités locales, l'administration publique. Le sentiment d'opposition à l'égard des institutions politiques apparaît lui aussi ambivalent et de nature diverse : revendication d'autonomie de la sphère privée et du marché ou rejet des formes dégénératives atteintes par le système dans sa phase actuelle.

1. Sur les différentes significations que prend le territoire dans l'action et la mobilisation dans le domaine politique et social, voir A. Melucci et M. Diani, *Nazioni senza Stato*, Milan, Feltrinelli, 1992 ; et D. Petrosino, *Stati, Nazioni, Etnie*, Milan, F. Angeli, 1991.

*Résultat électoral des ligues (considérées globalement)  
à certaines élections effectuées entre 1983 et 1994 dans quelques régions du Centre-Nord  
(pourcentage calculé à partir des suffrages exprimés)*



163

Ces deux dimensions – le territoire dans ses différentes acceptions et l’engagement anti-parti et anti-institutionnel – sont dans la stratégie de la « Lega » et pour les électeurs d’une importance variable dans la mesure où elles évoluent dans le temps et que leur impact n’est pas le même d’une zone du Nord à l’autre. Pour pouvoir reconstruire le « phénomène Lega », il est donc indispensable d’analyser en fonction de leur contexte toutes ces dimensions et comment elles interagissent entre elles dans le temps dans les principales zones du Nord.

La dynamique territoriale du vote nous fournit une clé de lecture particulièrement efficace. Elle montre l’existence de phases spécifiques caractérisées d’un point de vue général par un saut quantitatif du consensus électoral obtenu et d’un point de vue territorial

par une localisation et une diffusion du vote différentes.

En observant le graphique ci-dessus, où est représentée l’évolution électorale des ligues autonomistes dans les régions à statut ordinaire (par souci d’homogénéité dans l’examen des échéances électorales) où elles ont atteint entre 1983 et 1992 des scores d’un niveau significatif<sup>1</sup>, on peut distinguer quatre phases délimitées et rythmées par ces échéances électorales qui constituent du point de vue de la dynamique et de la localisation du vote des moments clés.

1) La première phase va des élections de 1983 à celles de 1987 et correspond à la phase « génétique » des ligues autonomistes dans le système politique italien. Cette période est caractérisée par l’apparition des ligues en Vénétie où la « Liga Veneta » (Ligue vénitienne)

1. Sur le vote comme « marché électoral », voir D. Gaxie, « Le vote comme disposition et transaction », *Explication du vote*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

obtient, aux élections législatives de 1983, plus de 4 % des suffrages. Ce premier score inattendu ne se répétera pas par la suite. Aux élections suivantes, elle ne parvient pas à élargir sa base et connaît même un déclin progressif jusqu'à tomber, en 1989, sous la barre des 2 %. L'élection de 1987 marquera malgré tout un virage, car le phénomène des « ligues » sortira de ses limites originelles. En Vénétie, en effet, les ligues autonomistes obtiennent un résultat non supérieur à celui de la Lombardie et inférieur à celui du Piémont où deux listes différentes s'étaient présentées qui, ensemble, obtiendront plus de 4 % des suffrages exprimés.

2) La deuxième phase annoncée par les législatives de 1987 va jusqu'aux municipales de 1990. On peut la considérer comme la phase du « développement ». On peut alors constater une croissance électorale des ligues extrêmement soutenue, déterminée en grande partie par le succès de la « Lega Lombarda » (Ligue lombarde) dont le poids au niveau régional va rapidement augmenter dans des proportions notables : elle passe de 3 % aux législatives de 1987 à 8 % aux élections européennes de 1989. C'est aux élections municipales de 1990 qu'elle va décoller en obtenant 18 % des suffrages exprimés. Ces élections marqueront un tournant, parce que, avec l'affirmation de la Lombardie comme pôle du phénomène des « ligues », celui-ci va recommencer à se développer, élargissant progressivement son enracinement électoral. Le succès de la Ligue lombarde lors de la consultation électorale de 1990 va servir de moteur à la remontée des ligues dans toutes les autres régions du Nord où le vote autonomiste dépassera les 5 %.

3) La phase suivante coïncide avec la première partie des années 1990. Elle se situe entre les élections locales de 1990 et les législatives de 1992. Il s'agit de la période où les ligues des régions s'affirmeront avec la plus grande force et notamment la « Lega Nord » dont l'importance apparaît désormais incontestable dans toutes les régions septentrionales : 23 % en Lombardie (dont la quasi-totalité va à la « Lega Lombarda »), 25,5 % en Vénétie (dont 18 % à la « Lega Nord » et le reste à d'autres formations régionalistes), environ 15 % au Piémont, en Ligurie, Frioul, autour des 10 % en Émilie et en Trentin Haut-Adige.

Le phénomène apparaît faiblement même en Toscane où il atteint 3 % des votes exprimés. A l'exception de la Vénétie, où plus de 7 % des suffrages exprimés le sont au profit d'autres formations autonomistes, la « Lega Nord » est le principal bénéficiaire de ces suffrages.

4) Il y a enfin la dernière phase, qui va des législatives de 1992 aux élections du 27 mars 1994. Il s'agit d'une phase contradictoire, marquée par deux périodes différentes, séparées, dans ce cas également, par une échéance électorale : les élections locales de juin 1993. La « Lega Nord » atteint son degré maximum d'expansion électorale en l'emportant dans plusieurs grandes villes du Nord et surtout à Milan, capitale symbolique de « l'Italie de la Lega ». Depuis lors, et surtout à partir du tournant qu'opèrent les élections municipales anticipées de l'automne 1993, la « Lega » va ralentir sa progression, subissant un redimensionnement brutal provoqué par l'entrée en lice d'un nouvel acteur politique qui lui retire le premier rôle,

« Forza Italia », la formation inspirée et développée par Silvio Berlusconi. Aux élections législatives du 27 mars 1994, tournant dans la longue crise politique du pays, les ligues, bien qu'elles se rapprochent du score obtenu aux élections de 1992, ne progressent plus comme dans le passé. Leur poids électoral stagne ou bien est en baisse dans toutes les régions. La Vénétie est un cas particulier : l'avancée de la « Lega » n'est pas stoppée (+3%), mais les autres formations autonomistes obtiennent un résultat en baisse. En Lombardie et au Piémont, le phénomène est inverse, mais, dans l'ensemble, les ligues se maintiennent de manière satisfaisante pour elles. Dans les autres régions, où leur développement est plus récent (en Ligurie et surtout en Toscane et en Émilie-Romagne), elles enregistrent une baisse sensible. Plus que de redimensionnement, on peut parler d'un « retour aux sources » d'autant plus que le maintien global du score des ligues est dû à l'expansion qu'elles connaissent dans leurs « zones génétiques ».

Ce découpage en périodes à partir de l'analyse des courbes des résultats électoraux au niveau régional nous donne des indices précieux pour une lecture en parallèle de l'histoire des ligues et celle du pays. Elle souligne la brièveté de son histoire, mais aussi sa complexité, rythmée par des tournants évidents et rapprochés, tellement rapprochés que, ces dernières années, toutes les élections étaient porteuses d'une certaine connotation critique. Ainsi, l'instabilité est devenue la règle, et les ligues, encore plus que les autres formations, en sont devenues le facteur-déterminant.

## DE LA PÉRIPHÉRIE AU CENTRE : LES PHASES DE L'AFFIRMATION DE LA « LEGA ».

Une autre lecture peut être faite de ce découpage en phases si l'on analyse les dimensions politiques, sociales, les motivations des électeurs et des sympathisants, la provenance et l'identité des leaders. L'évolution de la présence des ligues peut alors s'articuler en quatre périodes : chacune d'elles exprime non seulement un degré différent de pénétration et de localisation des consensus, mais également une combinaison d'un autre ordre entre les éléments de la demande (tendances de la société et de l'économie, caractères et orientations de l'électorat) et de l'offre politique (projet, *leadership*, langage, organisation) : un autre « type de « Lega » » dont nous faisons une reconstruction synthétique dans la suite de ce texte.

165

### *1. La « Liga Veneta » (Vénétie) : entre protestation économique et projet ethno-régionaliste (1983-1987)*

Dans la première période, la présence politique et électorale des ligues se trouve circonscrite à une seule zone d'influence. Elle est d'abord l'expression jusqu'en 1983 de la « Liga Veneta » (Ligue de Vénétie) et, par la suite, pendant quelques années (environ jusqu'en 1987), de la « Lega Lombarda » et des formations autonomistes piémontaises. Le phénomène se manifeste pour la première fois aux élections législatives de 1983, lorsque la « Liga Veneta » obtient au niveau régional plus de 4 % des suffrages, atteignant des scores très élevés dans les provinces centrales (environ 7 % à Vicence et Trévise, à peine moins à Bellune, Padoue et Vérone). Ce premier succès est le résultat d'un ensemble

de facteurs qui atteignent de plein fouet ces zones : la crise de la démocratie-chrétienne qui possédait de véritables bastions dans ces régions grâce à une présence sociale et organisationnelle de l'Église très étendue ; les tensions qui se manifestent dans des zones où la croissance économique et l'expansion du tissu de production avaient connu entre les années soixante et les années quatre-vingt la dynamique la plus forte, grâce essentiellement à la petite entreprise ; l'insatisfaction et les revendications des groupes socio-économiques en expansion (le travail indépendant et subordonné de l'économie « dispersée », les petits entrepreneurs ; le contraste entre centre et périphérie : secteurs sociaux et territoriaux qui se considèrent économiquement centraux mais politiquement périphériques). Dans cette situation, la « Liga Veneta » va s'imposer en se proposant comme caisse de résonance au mécontentement croissant et comme miroir de la lacération des solidarités politiques traditionnelles. Son premier succès est la résultante de cette situation et se fait principalement au détriment de la DC en attirant une grande partie de sa base sociale traditionnelle. Elle catalyse la demande et le malaise latent en visant, de manière grossière mais efficace (à travers slogans, affiches et manifestations improvisées), deux cibles traditionnelles de l'insatisfaction et de l'intolérance sociale : le Sud et l'État.

Afin de consolider sa présence, la « Liga » insère ces objectifs dans une prospective « ethno-régionaliste » revendiquant, au nom de la spécificité ethnique, la plus grande autonomie administrative possible pour la région-nation par rapport à l'État national, centralisateur. Mais cette « offre politique » apparaît peu cohérente par rapport aux

demandes de la base à qui elle s'adresse. Cette base revendique une « centralité » économique plutôt qu'une « autonomie » sur des fondements ethniques. Cela mettra un frein à ses possibilités d'expansion. Ainsi n'est-ce pas le fruit du hasard qui fait que, après une explosion initiale, la « Liga Veneta » amorce un progressif déclin, jusqu'à devenir quasiment marginale aux élections européennes de 1989 (où son score ne dépassera pas 2 % des suffrages).

## 2. La « Lega Lombarda », « communauté d'intérêts » (1987-1990)

La seconde phase est caractérisée par la remontée électorale des ligues surtout en Lombardie entre les élections législatives de 1987 et les élections locales de 1990. La croissance des ligues est le reflet de l'émergence de la « Lega Lombarda » et l'affirmation du *leadership* d'Umberto Bossi qui apportera un caractère nouveau à l'évolution consécutive de ces formations. Il redéfinit le concept de territoire en redimensionnant surtout le poids des référents historico-culturels qui prédominaient précédemment. Bossi, au contraire, présente le territoire comme une « communauté d'intérêts », contexte de vie du « peuple lombard » travailleur et productif, naturellement opposé à l'État et au Sud considérés comme des centres de gaspillage et d'assistencialisme. Afin de renforcer l'identité « régionale », la « Lega » joue la carte de l'intolérance à l'encontre de ceux qu'elle définit comme « différents », et surtout les immigrés considérés comme une menace sociale et culturelle. Bossi abandonne le dialecte, « langue de la nation historique », élabore et utilise un nouveau langage politique, cru et sans retenue, emprunté à la vie quotidienne, effi-

cace dans la mesure où il permet une communication immédiate et, en même temps, marque la distance avec les forces politiques traditionnelles. Après 1989, d'autres facteurs viennent alimenter le succès des ligues : l'incapacité des forces politiques traditionnelles à comprendre le phénomène et, au niveau international, l'amorce du processus de désagrégation du bloc socialiste.

Si dans la première phase la « Lega » avait surtout atteint l'électorat de la DC, dans cette phase elle attire à elle des flux d'électeurs venus d'ailleurs : du PSI en premier lieu, puis, de manière plus limitée, du PCI et des partis laïcs. Le profil social de son électorat correspondait précédemment à une typologie bien définie : de sexe masculin, adulte, un niveau d'instruction peu élevé, avec une prédominance de salariés et de travailleurs indépendants des secteurs de l'économie « dispersée » ; désormais, elle touche principalement la moyenne sociale, surtout en ce qui concerne l'âge et le niveau d'instruction, et son influence grandit sur les classes moyennes urbaines.

Ses dirigeants changent également. Ils étaient d'abord issus de milieux culturels engagés dans la recherche sur l'histoire, les traditions et la langue de la région. Dans cette seconde phase, ils sont recrutés par les associations locales qui ont pour objet les activités de loisir, l'organisation d'activités sportives, l'action sociale. Il s'agit donc d'un milieu issu de la vie associative éloignée des partis, mais indéfectiblement lié au territoire et à la société locale.

### ***3. La « Lega Nord », force d'opposition aux partis et aux institutions traditionnelles (1990-1992)***

C'est le déplacement du centre de gravité de l'offre politique de l'identité vers la

notion d'intérêt qui permet l'affirmation des ligues pour les années suivantes. Celle-ci va croître à partir des élections locales de 1990, atteignant des proportions inattendues aux législatives de 1992. La « Lega Nord » bénéficiera de 3 millions de voix, 8,7 % du total national, et obtiendra 81 sièges entre la Chambre et le Sénat. Il s'agit d'un succès généralisé dans toutes les régions du Nord. La « Lega », en effet, dépasse 23 % des suffrages exprimés en Lombardie, 18 % en Vénétie (où d'autres ligues autonomistes obtiendront 8 %), environ 15 % au Piémont, en Ligurie et au Frioul, près de 10 % dans le Trentin et en Émilie-Romagne.

Ce résultat est favorisé par l'accélération des processus de transformation et de crise qui frappent dans les années 1990 le monde politique, économique et social au niveau national et international. Cette tendance est :

a) accentuée par le déploiement des effets de la crise des pays du socialisme réel qui accentue chez les partis traditionnels la perte d'identité et de légitimation sociale ;

b) alimentée parallèlement par la dégénérescence rapide du rapport entre société et politique ;

c) ensuite favorisée par les problèmes d'ordre économique et surtout par l'endettement public qui provoque une pression fiscale croissante.

La « Lega » peut ainsi évoluer dans un contexte favorable à son projet ; cependant, dans ce cas comme dans les autres, elle ne se contente pas de bénéficier des crises du système, mais elle y participe à son tour activement. Elle redéfinit à nouveau les contenus de son projet politique, en élargissant son cadre territorial de référence, de la région au Nord tout entier. D'archipel de formations régio-

nalistes, elle se transforme en fédération du Nord pour devenir, en 1990, la « Lega Nord ». Pour soutenir la défense de cette identité septentrionale, elle prône pour l'Italie la transformation en une République articulée en macro-régions – parmi lesquelles le Nord dans son intégralité –, dotée d'une grande autonomie, au point que l'on pouvait craindre l'existence d'une volonté sécessionniste plutôt que fédéraliste. Surtout, elle va mettre au premier plan la lutte contre le système politique traditionnel : contre la « partitocratie », les institutions, le centralisme de l'État et l'interventionnisme public dans la société et l'économie. En élargissant son projet politique elle élargit également les voies d'accès de la demande sociale. Le consensus autour d'elle va s'étendre quantitativement et qualitativement. Le profil social de ses électeurs et de ses sympathisants correspond de plus en plus à celui de la population dans son ensemble. Elle gagne des sympathies et des voix, notamment chez les jeunes et parmi les composantes sociales de degré d'instruction moyen-haut ; elle gagne la confiance de la bourgeoisie urbaine tandis que, du point de vue du comportement et des valeurs, la différence entre ceux qui votent pour elle et le reste de la population devient de plus en plus ténue. Une composante sociale apparaît, marquée principalement par des comportements d'intolérance et de défiance contre les institutions dans une société où ces comportements sont de plus en plus diffus.

Son organisation elle aussi évolue, suivant le modèle des partis traditionnels d'intégration sociale qui s'appuient sur un réseau d'associations parallèles dont le but est de socialiser des groupes sociaux et professionnels différents

(ouvriers, entrepreneurs, travailleurs indépendants). Les nouveaux dirigeants proviennent en grande partie des associations territoriales et des catégories sociales « exclues » des partis traditionnels : les jeunes, les classes moyennes indépendantes (artisans, commerçants), les professions libérales, mais également les ouvriers. Le tout, cependant, s'appuie sur le *leadership* de Bossi et de ses « fidèles ». On pourrait parler d'un modèle fondé sur une sorte de « centralisme charismatique ».

#### 4. Le parti du Nord à la conquête de l'État (1992-1993)

La phase suivant le succès électoral de 1992 permet de constater une sensible modification du projet et de l'image politique de la « Lega Nord », liée aux mutations rapides et profondes du contexte général où intervient la « Lega » en tant qu'acteur.

a) La désagrégation du système politique et des partis traditionnels est rendue définitive par les enquêtes judiciaires sur la corruption politique.

b) L'instabilité croissante du milieu international et de la CEE provoque une crise économique qui frappe l'Italie avec une violence toute particulière.

c) On enregistre une accélération de la spirale de la violence, œuvre de la criminalité et surtout de la mafia.

Tout cela a pour effet d'affaiblir encore plus la légitimité des partis politiques et des institutions de l'État, réduisant nettement pour la Ligue la rentabilité d'une stratégie de pure opposition. La « Lega » doit faire face à la difficulté de stabiliser et de donner du poids à une base de plus en plus large et segmentée, en la faisant sortir de l'opposition pour en faire une force de gouvernement. Elle

souhaite se rendre crédible comme force de renouvellement et de consolidation des institutions. Elle modère ses revendications d'ordre territorial, le ton de ses polémiques antipolitiques et antipartisanas, son image et son langage. Elle accentue l'importance des aspects institutionnels et économiques de son projet. Elle se présente comme le pôle de renouvellement de la I<sup>re</sup> République et en même temps comme force résolument néo-libérale. Ce tournant stratégique va lui aussi avoir du succès comme en témoignent les résultats obtenus lors des élections locales partielles de 1992 et de 1993. On en aura la confirmation lors des élections locales de juin 1993 où la « Lega » va s'imposer dans de nombreux chefs-lieux septentrionaux de province, réussissant surtout à conquérir Milan, capitale symbolique du « Nord qui produit ».

#### LA « SOLITUDE » N'EST PLUS UNE VERTU (VERS LES ÉLECTIONS DE 1994)

Par rapport à cette marche triomphale de dix ans, les consultations locales extraordinaires qui se déroulent en octobre 1993 dans quelques grands centres urbains du pays constituent un tournant qui conduit la « Lega » à ouvrir une nouvelle phase, différente, dans sa brève, mais intense expérience.

A cette occasion, la « Lega », pour la première fois depuis son apparition sur l'échiquier politique, obtient un résultat inférieur à ses attentes. Bien qu'elle confirme sa place de premier parti du Nord, elle ne parvient pas à atteindre quelques objectifs importants pour son avenir : la conquête des plus grands centres urbains (ses candidats à la mairie à Gênes, Trieste et Venise ne seront

pas élus), la croissance au Centre et au Sud. Une analyse attentive permet de faire remonter ce coup d'arrêt au dysfonctionnement de trois facteurs qui, par le passé, lui avaient garanti le succès et qui, cette fois-ci, vont agir au contraire comme des limites.

C'est d'abord le cas de son « langage », caractérisé par un ton et des contenus provocateurs, qui inquiète les classes modérées et la bourgeoisie des villes (cadres, professions libérales, intellectuels). Celles-ci avaient dans un premier temps soutenu la Ligue en la considérant comme un instrument de modernisation et/ou de moralisation du système plutôt que comme un sujet « antisystème ». C'est ensuite celui de son « identité nordiste » qui s'avère être une limite infranchissable à son développement électoral dans d'autres parties du pays et implicitement à sa légitimation en tant que force politique nationale. Le troisième problème est lié au système électoral majoritaire où la capacité à former des coalitions est fondamentale. La Ligue précédemment avait tout le temps fonctionné en solitaire afin de souligner sa différence par rapport aux autres sujets politiques. Elle avait même fait de cette différence une force. Face à la capacité des forces politiques de centre-gauche et de gauche, et notamment du PDS, de nouer des alliances, l'orgueilleuse solitude de la Lega va devenir une vertu inutile.

Pour trouver une légitimation sur le plan national, dépasser les limites territoriales de sa force électorale, pour s'adapter aux exigences du système majoritaire, la Ligue est contrainte de réviser ses stratégies traditionnelles et de chercher des alliés. Ce n'est pas facile pour une force politique dont l'identité est tellement marquée et qui se définit

par opposition aux partis traditionnels. Pour faire face à ce problème, elle préfère chercher un accord avec « un parti qui n'existe pas », c'est-à-dire avec le mouvement dirigé par Mario Segni, promoteur des référendums pour les réformes institutionnelles et avec le club « Forza Italia », créé par Silvio Berlusconi. Un premier accord avec M. Segni est bloqué par U. Bossi lui-même par crainte de voir la Lega impliquée implicitement dans une alliance avec le Parti populaire qui, en tant qu'héritier de la DC, est considéré comme un adversaire irréductible, mais en même temps comme un potentiel « terrain de chasse ». L'entente avec S. Berlusconi apparaît moins risquée et plus avantageuse parce que Forza Italia est une réalité politique nouvelle sans racine, sans bases concrètes de consensus ; parce que S. Berlusconi peut garantir une présence importante dans les mass media en vue des élections. La conclusion de cet accord produit à la Ligue des effets imprévisibles et peu appréciés dans la mesure où, sans résoudre les problèmes nés dans le passé récent, elle en crée de nouveaux, peut-être encore plus graves.

L'accord fournit à Forza Italia une base réelle, alors que jusqu'alors sa base électorale ne lui était fournie que par des sondages électoraux autoproduits. L'accord avec la Lega, sujet « nouveau » et « étranger » au système politique traditionnel, confère un air de nouveauté et de différence à un Berlusconi né et grandi dans le système politique traditionnel. L'électorat de la Lega va trouver là un motif sérieux d'affaiblissement de sa « fidélité ».

Par ailleurs, Berlusconi n'est pas un simple allié. Il reprend à son compte un des aspects du succès électoral de la

Lega. Derrière la révolte électorale exprimée par de larges secteurs sociaux du Nord de l'Italie à travers son vote à la Lega, on peut voir une demande de stabilité : stabilité des niveaux de revenu et de vie auxquels on est parvenu, stabilité de la position économique, stabilité des biens présents sur le territoire ; on peut également déceler une demande de renouvellement d'anciennes certitudes : la reprise des valeurs traditionnelles, la confiance dans le futur, le désir de sécurité et de cohésion sociale. Derrière la « révolte électorale » promue par la Lega, on peut entre autres reconnaître une voie vers la « normalisation sociale », entreprise dans les années quatre-vingt-dix et surtout après les législatives de 1992 par de larges composantes de l'électorat des partis de gouvernement : la DC, le PSI, en premier lieu. C'est une voie que l'on ne peut emprunter trop longuement, car elle risque elle aussi de générer l'inquiétude. On comprend alors pourquoi de larges pans de cette base sociale commencent à préférer à la face agressive d'Umberto Bossi le visage souriant et optimiste de S. Berlusconi. Celui-ci, sans qu'il lui soit nécessaire de fournir des preuves, promet par mass media interposés (qui, comme chacun sait, « ne disent que la vérité » !) que le « miracle » se renouvellera. Si la Lega était la « révolte », Berlusconi représente pour les électeurs de la Lega « le calme après la tempête » : la possibilité de se réconcilier avec son propre passé en clôturant les comptes avec les tensions du présent.

Berlusconi va non seulement miner de l'intérieur les soutiens de la Lega, mais en « exporter » les motifs d'adhésion à l'extérieur en parvenant à toucher des secteurs sociaux qui lui étaient hostiles, et surtout pénétrer le Mezzogiorno. Il

peut développer enfin des stratégies de coalition impossible à la Lega qui s'est développée dans l'exaltation de sa « différence ». L'entente avec les démocrates chrétiens les plus conservateurs et avec Alleanza Nazionale, l'organisation politique émanant du MSI, héritier de la tradition fasciste, en constitue le résultat le plus évident. De cette manière, la Lega va se trouver indirectement liée aux sujets politiques qui lui sont le plus hostiles, et cela va compromettre son image (entre janvier et février) et son identité. Cela permet d'expliquer qu'en quelques semaines le poids électoral de Forza Italia passe, selon les sondages, de 8 à 30 % alors que celui de la Lega Nord descend parallèlement de 16 à 8 %. Pour la Lega, l'allié choisi pour emporter les élections devient son véritable ennemi. La cible principale de la campagne électorale de la Lega devient par conséquent Berlusconi, que Bossi n'hésite pas à qualifier de « côte d'Adam de l'ancien régime », « passeur du milieu politique traditionnel », « recycleur des forces gouvernementales ». La reprise de l'agressivité verbale, à la différence de ce qui était arrivé l'année précédente, produit les résultats attendus. Elle redonne visibilité et ampleur aux différences internes à la coalition de droite qui cependant n'est pas affectée dans la mesure où les polémiques engagées par et contre Berlusconi du côté des progressistes ne masquent pas la distance qui existe entre chaque force en présence. La stratégie de Bossi est facilitée par le fait que la base électorale de la Lega est désormais différente de celle de l'année précédente. La Lega n'est plus le train

dans lequel montaient tous ceux qui avaient des motifs d'insatisfaction et de contestation envers l'État et le système, ou du moins l'unique train. L'entrée de Berlusconi sur la scène politique a redéfini l'offre et occupe une part importante de l'espace précédemment occupé par la Lega<sup>1</sup>. Forza Italia a déjà pris à la Lega son électorat le plus modéré, elle a attiré à elle des secteurs sociaux pour qui les revendications de nature régionaliste et l'opposition envers l'État ne représentent qu'une importance assez mineure par rapport aux thèmes de la fiscalité, de l'ordre et de la sécurité. Bossi est contraint de dialoguer avec une base plus circonscrite, mais aussi plus homogène et réceptive aux thèmes et au langage traditionnels de la Lega. Il en tire profit avec une grande efficacité. Il réussit ainsi à reconstruire son *hinterland* originel, à lui rendre son identité.

171

#### LE VOTE DU 27 MARS 1994 : UNE FUITE VERS LE PASSÉ

Le résultat des élections lui donnera effectivement raison dans la mesure où la Lega fait preuve, par rapport à 1992, d'une bonne tenue en obtenant 8,4 % des suffrages (ne perdant par rapport au résultat précédent que 0,3 %). Mais cette « tenue » ne marque pas uniquement la fin d'un cycle d'irrésistible ascension connu depuis les origines jusqu'en 1993 ; elle est également le reflet d'une profonde redéfinition de son modèle d'adhésion sociale et territoriale.

La stabilité dans l'ensemble de ce résultat masque une réalité en profond mouvement. Sur les 211 collèges électo-

1. Sur Silvio Berlusconi et Forza Italia, voir R. Mannheim, « Forza Italia », in I. Diamanti et R. Mannheim, *op. cit.* ; et I. Diamanti, « La politica come marketing », *Micromega*, n° 2, 1994.

raux de l'Italie du Nord, ce n'est que dans 31 cas (15 %) que la Lega enregistre une effective stabilité de sa base électorale, alors qu'elle baisse (au moins de 1 %) dans 116 cas (55 %) et connaît une progression dans 64 autres cas (30 %). Elle enregistre donc une redistribution des votes en sa faveur caractérisée par une contraction générale à laquelle correspond un processus de concentration dans quelques zones bien définies. Il est nécessaire, pour comprendre le sens de ces mouvements, d'examiner les 27 collèges électoraux où la Lega va perdre ou gagner très nettement (+ ou - 3,5 %). 4 seulement sont situés en Lombardie, 3 au Frioul, 5 au Piémont et 15 en Vénétie. En Vénétie, la progression concerne presque exclusivement les provinces de Vicence, Bellune et Trévise : toutes des zones où le phénomène des ligues avait connu ses premiers succès. Ce récent résultat obtenu dans l'*hinterland* original est d'une nature semblable dans les autres régions. En Lombardie et en Piémont, la Lega se développe surtout dans des provinces (Bergame Sondrio et Cuneo) qui déjà en 1987 étaient pour elle des places fortes. Dans 27 collèges électoraux, elle subira ses plus grandes pertes (-3,5 %) : en Émilie-Romagne, où la Lega, sans qu'elle y fût profondément enracinée, avait cependant accru son score de manière importante lors des législatives de 1992. Il en va de même pour les 5 collèges électoraux de Ligurie, où aux élections précédentes elle avait dépassé 15 % des voix. La véritable surprise est la présence dans cette répartition des zones de déclin de la Lega de 8 collèges électoraux de la Lombardie où la Lega obtenait précédemment entre 18 et 25 % des suffrages. La localisation de ces collèges est tout à fait claire : ils sont situés pour la moitié dans la pro-

vince de Milan, pour l'autre moitié dans les provinces de Crémone et de Mantoue, territoires où la Lega ne s'était implantée que récemment, durant les années 1990.

La signification de ces données électorales me paraît tout à fait claire. Elles dessinent une sorte de retour en arrière, « vers le passé », parcours qui la ramène vers ses territoires originels. La Lega recule de manière significative dans les régions où jamais elle n'a représenté une force réelle (les « régions rouges ») et dans celles où elle en était devenue une depuis peu (les zones métropolitaines – Milan, en premier lieu –, la Ligurie, les régions à statut spécial et surtout le Trentin), où elle s'était présentée comme parti du Nord destiné à réformer l'État. Elle se renforce là où elle avait trouvé des conditions favorables à sa genèse et à son développement initial. La nouvelle carte géographique de la Lega est dans une large mesure la même que celle de ses origines. Les collèges où elle dépasse 25,5 % sont situés dans les provinces de Bellune, Trévise, Vicence, Vérone, Brescia, Bergame, Côme, Varese, Milan (mais uniquement dans ce cas dans certains collèges de la périphérie) et Cuneo. Les collèges où elle n'atteint pas 8,5 % sont au contraire concentrés en Émilie-Romagne, au Piémont (3, tous dans la région de Turin), en Ligurie (2 dans la province de La Spezia) et enfin dans les contextes spécifiques de Trieste et Bolzano. Les caractères politiques et économiques qui accompagnent la présence territoriale de la Lega accentuent l'image d'une « fuite vers le passé ». Du point de vue politique, elle croît également là où, dans un passé récent, la DC apparaissait plus forte, et la gauche (PDS et RC) plus faible. D'un point de vue socio-économique, la Lega se révèle plus

solide dans les zones présentant un taux d'industrialisation plus élevé et où les entreprises ne sont pas des structures trop importantes, où la crise, y compris en cette période, fait le moins sentir ses effets sur l'emploi. Tout cela souligne qu'elle n'est plus, comme dans les années 1990, « le parti du Nord » mais plutôt, comme dans les années 1980, le « parti de la périphérie industrielle du Nord » : la force politique qui donne une image et peut représenter les classes sociales et les territoires caractérisés par la présence et le grand développement des petites entreprises. L'autre Nord, davantage marqué par le rôle de la grande concentration urbaine et industrielle, politiquement plus laïc et, surtout dans les années 1980, attiré par le « rêve italien » rassurant qu'exprimait le PSI de Craxi, se tourne dans une autre direction. Il privilégie l'offre avancée par l'« entrepreneur politique » Silvio Berlusconi et par son « entreprise électorale », Forza Italia, qui présente une implantation territoriale et sociale symétrique à celle de la Lega. C'est-à-dire qu'elle s'affirme principalement dans les zones urbaines caractérisées par la présence de services ou par la grande entreprise industrielle et apparaît d'autant plus forte que la base électorale de la Lega apparaissait auparavant (aux élections de 1992) plus étendue.

Les élections des 27 et 28 mars 1994 font donc apparaître deux Nord, bien distincts et différenciés. La Lega en représente un, qui correspond à une identité et à un arrière-plan politique bien précis. C'est le Nord des petits producteurs, des traditions politiques « blanches », celui-là même où la Lega avait fait son apparition et où elle paraît aujourd'hui être retournée, traçant des « frontières » dont elle pourra difficile-

ment sortir, mais dont elle sera difficilement « expugnable ». C'est cette redéfinition sociale et territoriale qui peut permettre d'expliquer de manière satisfaisante la conflitualité non seulement dans les rapports entre Bossi et ses anciens adversaires mais aussi dans ses rapports avec ses nouveaux alliés. Il doit aujourd'hui veiller à l'identité et aux intérêts d'une périphérie socio-économique attaquée non seulement par la capitale de la I<sup>re</sup> République, la Rome des « partis traditionnels », mais aussi par celle de la seconde : le Milan de Berlusconi. L'accord de gouvernement scellé entre la Lega, Forza Italia et Alleanza Nazionale, quelques semaines après les élections, ne semble pas avoir résolu le problème. Il reflète bien plus l'exigence pour la Lega de se situer au centre du système politique italien pour se consolider et se normaliser, tout en se garantissant des bases autonomes d'électeurs. La crainte d'être aspirée dans l'orbite de Forza Italia et de voir son identité et par conséquent sa base électorale affaiblies pousse la Lega à un affrontement avec ses alliés dont elle met continuellement en évidence les vices d'origine : la collusion entre politique et affaires représentée par le président du Conseil, Silvio Berlusconi, l'arrière-plan fasciste d'Alleanza Nazionale. La Lega, après les élections du 27 mars 1994, après l'accord difficile avec Berlusconi, semble donc orienter son action dans trois directions :

1) trouver une légitimité en tant que force politique nationale et perdre ses caractéristiques de parti antisystème ; c'est dans ce but qu'elle a revendiqué et obtenu deux postes institutionnels clés, la présidence de la Chambre et le ministère de l'Intérieur, en les confiant à deux dirigeants parmi les plus représentatifs

et les plus fidèles (la catholique « traditionnelle » Irene Pivetti, et Roberto Maroni, déjà président du groupe parlementaire) ;

2) développer sa force de représentation territoriale (comme parti « du Nord qui produit ») et sociale (comme première référence pour les travailleurs indépendants et les petits entrepreneurs de l'industrie) ; c'est pourquoi la Lega a revendiqué et récemment obtenu le ministère le plus significatif dans ce domaine, le ministère de l'Industrie ;

3) montrer clairement sa spécificité par rapport aux autres forces politiques alliées, en continuant à cultiver les éléments de différence et, là où cela est possible, en les alimentant.

Si, après avoir gagné les élections en s'alliant avec Forza Italia, la Lega ne peut plus se présenter comme opposition au système, elle tente cependant de reproduire ce même rôle à l'intérieur du système en faisant de l'opposition au sein même du gouvernement.